



Conseil de sécurité

Distr. générale
23 février 2023
Français
Original : anglais

**Comité du Conseil de sécurité créé
par la résolution 2048 (2012)
concernant la Guinée-Bissau**

**Note verbale datée du 8 décembre 2022, adressée
à la présidence du Comité par la Mission permanente
de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de faire tenir ci-joint le rapport de la République de Malte sur l'application de la résolution 2048 (2012) du Conseil de sécurité concernant la Guinée-Bissau (voir annexe).



**Annexe à la note verbale datée du 8 décembre 2022 adressée
à la présidence du Comité par la Mission permanente de Malte
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport de Malte sur la mise en œuvre de la résolution
[2048 \(2012\)](#) du Conseil de sécurité**

L'application des sanctions internationales est régie, à Malte, par la loi sur les intérêts nationaux (loi d'habilitation) (National Interest (Enabling Powers) Act) (chap. 365 des lois de Malte). En application de cette loi, toutes les sanctions prononcées par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (art. 3) et par le Conseil de l'Union européenne (art. 4) sont directement applicables à Malte, dès leur publication, et ont force de loi. La loi sert également de fondement juridique à l'adoption de sanctions nationales.

À cet égard, Malte adopte sans réserve toutes les sanctions applicables à la Guinée-Bissau qui ont été prononcées par les organes susvisés. Elle reconnaît par conséquent les textes réglementaires ci-après concernant la Guinée-Bissau :

- Résolution [2048 \(2012\)](#) du Conseil de sécurité ;
- Décision du Conseil de l'Union européenne 2012/285/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité de la République de Guinée-Bissau et abrogeant la décision 2012/237/PESC ;
- Règlement (UE) n° 377/2012 du Conseil du 3 mai 2012 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité de la République de Guinée-Bissau.

Les régimes de sanctions en question étant directement applicables, ils n'ont pas besoin d'être ratifiés ni transposés dans les lois maltaises. La loi sur les intérêts nationaux porte création du Comité de surveillance de l'application des sanctions, qui est l'autorité nationale compétente en matière de sanctions. En vertu de ladite loi, le Comité de surveillance de l'application des sanctions est habilité à faire appliquer l'interdiction du transfert de biens ou d'actifs à des personnes ou entités visées par le régime des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU. De plus, tout arrangement ou cadre de ce type imposé par le Conseil de l'Union européenne s'applique directement à Malte. Par ailleurs, Malte utilise le Système d'information Schengen pour s'assurer que tous les déplacements en direction et en provenance de l'espace Schengen de l'Union européenne sont effectivement contrôlés, ce qui est cohérent avec les régimes de sanctions appliqués par tous les autres États membres de l'Union européenne.

Malte s'est ainsi pleinement conformée à toutes les mesures restrictives relatives aux voyages et au gel des avoirs instituées par les décisions du Conseil de l'Union européenne, qui sont aussi conformes aux mesures restrictives adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU. En ce qui concerne les obligations découlant du paragraphe 10 de la résolution [2048 \(2012\)](#) du Conseil de sécurité, Malte n'a pas unilatéralement imposé d'interdiction de voyager ou de gel des avoirs au niveau national.